

Le gouvernement turc s'en prend au magnat des médias

vendredi 18 septembre 2009, par [Guillaume Perrier](#)

Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, est-il en train de mettre à genoux l'empire industriel d'Aydin Dogan ? La question est posée depuis l'annonce, mardi 8 septembre, d'un redressement fiscal record contre le baron de la presse turc, en guerre ouverte avec le gouvernement : environ 3,75 milliards de livres turques (1,75 milliard d'euros) d'amende pour des sommes impayées entre 2005 et 2007.

Le groupe Dogan, déjà frappé par une taxe de plus de 420 millions d'euros en février, pour la vente de 25 % de ses chaînes de télévision à l'allemand Axel Springer, dénonce dans ses journaux un acharnement du gouvernement et une attaque contre la liberté de la presse. « Cela montre que la fiscalité est désormais politisée en Turquie », a réagi Arzuhan Dogan-Yalçindag, la présidente de l'association des industriels turcs (Tüsiad) qui est aussi la fille du magnat.

Plusieurs associations de journalistes voient dans cette « amende exorbitante » une volonté de « faire taire les critiques contre le pouvoir politique ».

La Commission européenne a vivement regretté cette peine, la jugeant peu compatible avec la candidature de la Turquie à l'Union : « Quand la sanction est d'une telle ampleur qu'elle menace l'existence même d'un groupe de presse entier, comme c'est le cas, alors la liberté de presse est en jeu », a commenté un porte-parole, à Bruxelles.

Le chef du gouvernement turc s'est défendu, lundi, de toute sanction politique prise à l'encontre de son vieil opposant. Le ministre des finances, Mehmet Simsek, a, quant à lui, assuré qu'il s'agissait d'une procédure purement fiscale, précisant que d'autres entreprises de presse étaient visées par des enquêtes. « Si la décision n'est pas politique, alors le ministre des finances doit immédiatement rectifier ce rapport », prévient Eyüp Can, rédacteur en chef du grand quotidien économique Referans, également propriété de Dogan.

En coulisses, les négociations seraient engagées pour tenter de renégocier le montant de l'amende et de trouver une issue au litige, estiment les analystes économiques. Suivant ces rumeurs, l'action du groupe Dogan est remontée de manière spectaculaire à la Bourse d'Istanbul, mercredi, après avoir perdu plus de 20 %.

Entre Recep Tayyip Erdogan, premier ministre islamo-conservateur, et Aydin Dogan, proche de l'establishment kémaliste et de l'armée, la rivalité ne date pas d'hier. Les deux hommes s'affrontent régulièrement à coups de procès et de menaces. En septembre 2008, M. Erdogan avait publiquement appelé ses partisans à boycotter les journaux de Dogan, dont certains parmi les plus lus du pays : Hürriyet et Milliyet. Plusieurs manchettes agressives, accusant le parti au pouvoir (Parti de la justice et du développement, AKP) d'être lié à un scandale financier en Allemagne, avaient fait sortir de ses gonds le chef du gouvernement.

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, en 2002, le groupe de presse dominant s'est positionné comme son plus sérieux opposant, multipliant les attaques politiques, mêlées de rancunes personnelles. Une photo publiée à la « une » de Hürriyet a récemment montré la robe blanche d'Emine Erdogan, la femme du premier ministre, qui laissait entrevoir ses jambes en transparence. « Indécent », a raillé le quotidien.

Au-delà du différend qui oppose les deux hommes, c'est le marché des médias privés qui est en jeu. Créé

en 1980, l'année du coup d'Etat militaire, le groupe Dogan s'y est taillé la part du lion, rachetant récemment certains de ses concurrents comme Star ou Vatan. Outre ses huit quotidiens, il possède une vingtaine de chaînes de télévision - dont deux des quatre plus grosses audiences -, des radios, des maisons d'édition, des sites Internet... Dogan a également investi dans l'industrie et détient, avec Petrol Ofisi, le premier réseau de stations-service du pays, dont la vente pourrait être accélérée pour renflouer les caisses.

Le quasi-monopole de Dogan sur les médias turcs est de plus en plus contesté par des groupes concurrents, proches du gouvernement, comme la holding Calik, propriétaire du journal Sabah et de chaînes de télévision, dont le directeur général n'est autre que le gendre du premier ministre.

Sources

Source : Le Monde, le 18.09.09